

## COMMENTAIRE

CHRISTOPHE BERTI  
RÉDACTEUR EN CHEFRADIOGRAPHIE  
DE LA  
BELGIQUE

On va beaucoup parler de la Belgique, durant tout le week-end. Trop, pour certains ; mal, pour d'autres. On va évoquer son passé, un peu ; son présent, forcément ; son avenir, beaucoup. On va pointer aussi le décalage entre la ferveur - probable - à l'heure du changement de règne et l'incertitude sur l'avenir politique, voire l'avenir tout court d'un pays où tous les regards sont déjà rivés vers les élections cruciales - elles le sont toutes, mais il faut bien avouer que chez nous, la prochaine est périlleuse - de mai 2014. Le Soir a choisi de profiter des événements royaux du week-end - une abdication, une prestation de serment et une fête nationale - pour réaliser une radiographie de la Belgique dont hérite le roi Philippe. La Belgique politique, sociétale, économique, culturelle, sportive, la Belgique dans le monde, la Belgique face à elle-même, face à son identité ou son manque d'identité. C'est très curieux, dans le fond, ce paradoxe entre une majorité de Belges qui tient à l'unité du pays et une majorité - la même ? - qui passe son temps à prédire sa disparition. Dès lors, sans tomber dans la contemplation béate d'une monarchie qui doit incontestablement évoluer - « devenir protocolaire », disent les Flamands, « se moderniser », précisent les francophones - ou dans la critique simpliste d'un système (et d'un pays) qui continue à exister, bon an mal an, nous proposons à nos lecteurs de s'arrêter un instant et de regarder leur pays. Ses forces, ses faiblesses, ses contradictions, ses richesses, ses doutes, son génie, ses absurdités. Pour comprendre la Belgique, ses enjeux et ses problèmes, il faut l'analyser, la triturer, la visiter, la photographier... Vous donner les clés pour comprendre, donner au Roi Philippe les clés pour comprendre sa nouvelle mission : c'est ce que nous avons tenté de faire dans ce cahier spécial. Bref, jouer notre rôle.

# Le pouvoir est de plus

L'Etat fédéral s'est délesté de compétences au profit de l'Europe et des Régions. La moindre décision nécessite un nombre sans cesse croissant d'intervenants.

La Belgique sur laquelle Philippe s'apprête à régner est, politiquement, en panne. Les dix-huit derniers mois, marqués par une hyperactivité gouvernementale, ne sont que trompe-l'œil. Le pays se réforme à toute vitesse (chômage, pensions, Justice...), la « révolution copernicienne » transfère compétences et leviers financiers aux entités fédérées. Voilà qui crée l'illusion d'un pays mu par une dynamique d'évolution permanente. Ce tourbillon de réformes masque en réalité un profond immobilisme, qui paralyse notre univers politique dans toutes ses dimensions.

C'est sans doute dans le do-

maine socio-économique que le constat est le plus criant. Certes, on objectera que le pays n'est plus vraiment maître de son destin : la zone euro impose ses règles budgétaires qui, particulièrement en temps de crise, corsetent les politiques des Etats. L'on relèvera aussi que le contexte morose oblige les gouvernements à parer au plus pressé : circonscrire les déficits, limiter les pertes d'emplois. Ou encore que l'éparpillement des compétences entre Etat fédéral et Régions complique l'éclosion d'un projet. Vrai. Le pays en a pourtant besoin. Notre Sécurité sociale, système exemplaire de solidarité, court à la faillite : le baby boom et l'allongement de la durée de vie ont un coût, qui n'a pas été anticipé. Pas plus que les carrières n'ont été adaptées.

Notre marché du travail n'a pas modifié ses règles pour suivre l'évolution de la société ou de l'économie, le maintien de la distinction ouvriers/employés, vestige du XIX<sup>e</sup> siècle, en est un parfait exemple. En termes économiques, la Belgique, contrairement à d'autres pays, navigue à vue. On se bat pour maintenir jusqu'à l'épuisement les vieilles vaches à lait, telles la métallurgie ou la construction automobile, on capitalise sur la position géographiquement centrale du pays pour attirer les multinationales et on se félicite de la vitalité des PME. Point de ligne directrice là-dedans... Ces dernières an-

nées, les décisions se prennent dans l'urgence, lorsqu'il faut boucler un budget. C'est alors, et alors seulement, que l'on prend des mesurées. Point de réforme fiscale, dont notre pays a pourtant grand besoin, mais, lors de chaque conclave, on retouche le précompte immobilier ou les acises. Pas question de réfléchir au financement de la Sécu mais on grappille un peu d'allocation de rentrée ou de remboursement des médicaments.

L'impasse est tout aussi évidente au niveau sociétal. Sur le plan éthique, la Belgique est sortie brusquement, voici dix ans, du peloton des pays conserva-

## PARLEMENTAIRES

497

C'est le nombre d'élus directs siégeant au sein de six parlements en Belgique (Chambre, Sénat, Région wallonne, Région bruxelloise, Région flamande, Communauté germanophone). Le septième parlement, celui de la Communauté française, est composé d'élus wallons et bruxellois qui ont donc une « double casquette ».



# en plus éparpillé

teurs, pour rejoindre l'avant-garde progressiste. Mais, dans d'autres domaines, comme la co-existence des communautés sur son territoire, ou la mutation de nos modes de vie et de consommation vers des normes plus durables, la Belgique est à la traîne, voire à l'arrêt.

Et que dire, alors, du projet institutionnel? L'Etat belge se réforme en permanence: à peine l'encre d'un accord institutionnel est-elle sèche que l'on s'attelle à la rédaction du suivant. En filigrane, une constante: le renforcement de l'autonomie des entités fédérées. Au gré des revendications flamandes, l'Etat fédéral se déleste de pans de compétences. Mais on chercherait en vain une cohérence dans le projet institutionnel, que dire, une vision pour la Belgique. Chaque transfert de compétences se résume au compromis entre les vellétés autonomistes du Nord et les craintes du Sud. Au final, l'essentiel est sauf: les francophones préservent la Sécurité sociale et les mécanismes de solidarité financière, les Flamands arrachent des leviers de pouvoirs. Et tant pis si le prix à payer est un éparpillement de compétences entre Etat fédéral, Régions et Communautés, comme c'est le cas pour l'emploi, la santé, l'économie... Les projets institutionnels de la Flandre et de la Wallonie n'ont pas grand-chose en commun mais, aussi longtemps qu'ils restent compatibles, la Belgique cahote de réforme en réforme. Et au diable l'efficacité.

## La Belgique en panne d'idées

Dans une participative comme la nôtre, les idées nouvelles jaillissent largement des centres d'études des formations politiques. Et, là aussi, c'est la panne sèche. « Plus d'un politologue pense que les partis ont épuisé leur stock d'idées », confirme Pascal Delwit, politologue à l'ULB. « Les idéologies de toutes les formations politiques, à l'exception de l'écologie, datent du XIX<sup>e</sup> siècle », confirme Dave Sinaert (VUB). Sur le plan du contenu, ils n'ont pas de réponse aux nouveaux défis, comme la globalisation. » En termes d'organisation, leur cadre est national: leur champ d'action, c'est l'Etat. Or, la vraie révolution copernicienne s'est opérée au profit de l'Europe, à qui la Belgique a cédé une partie de ses compétences, en ce compris régaliennes, comme la monnaie. La prise de décision échappe de plus en plus aux responsables nationaux. « Et les partis éprouvent de sérieuses difficultés à intégrer cette transition », conclut Pascal Delwit. Cette incapacité manifeste à réinventer la Belgique, à renouveler notre projet, à faire évoluer nos modèles décredibilise les partis. Le nombre d'adhérents est en recul, l'attractivité des formations politiques en déclin.

Du reste, l'éclosion de nou-

velles idées s'accommode mal du règne de l'immédiateté, qui influence fortement le champ politique. Gérer la chose publique est de plus en plus synonyme de communiquer, moins de réfléchir au moyen et long terme. Et, dans notre pays, la prochaine élection n'est jamais loin, qui réduit d'autant plus les réflexions idéologiques à des stratégies de conquête de l'électeur. Autant d'évolutions qui ne sont pas propres à notre pays mais, vu le poids des partis, leur méforme grippe le système.

## La Belgique en panne de démocratie

Le mal frappe d'autres pays que le nôtre. Et la politique n'est pas la seule touchée. Toutes les institutions souffrent d'une perte de confiance des citoyens: les syndicats, l'école, l'église et, donc, les partis, sont concernés. Mais c'est sans doute la sphère politique qui cristallise le malaise. A n'en point douter, les crises à répétition, singulièrement entre 2007 et 2012 (les démissions à répétition d'Yves Leterme, 541 jours de crise...) ont provoqué le divorce entre élus et électeurs... Mais le mal est plus profond. Incontestablement, l'incapacité des gouvernements belges à définir et assumer un projet clair ou celle des partis à proposer de nouvelles idées détourne le citoyen de la politique. Pourtant, et c'est tout le paradoxe, il n'en a jamais été aussi proche. Les réseaux sociaux mettent en contact quasi direct les Belges et leurs dirigeants, qui sont dès lors sous la pression permanente de réagir ou, surtout, de se justifier. Or, singulièrement sur les sujets qui fâchent, comme la rigueur budgétaire ou les fermetures d'entreprises, les ministres, qu'ils soient fédéraux ou régionaux, ont rarement eu aussi peu à dire: ils n'ont de prise ni sur l'Europe ni sur les patrons de Mittal ou Caterpillar. Ce sentiment d'impuissance, ex-

posé crûment, creuse encore le fossé... Face à cela, notre démocratie peine à se réinventer. Elle doit pourtant jeter de nouveaux ponts entre le citoyen et ses élus. Le rendez-vous du scrutin ne suffit plus, au XXI<sup>e</sup> siècle. Ce ne

sont ni Twitter ni Facebook qui offrent une réponse, pas plus que la démocratie directe... Reste donc de nouvelles formes de démocratie participative à imaginer. Pour l'instant, la Belgique peine à les inventer.

## La Belgique en panne tout court

Sous le règne d'Albert II, la Belgique a énormément évolué sur la voie fédérale. Une fois la sixième réforme de l'Etat appliquée, Régions et Communautés gèreront un budget plus important que l'Etat fédéral. Mais il faudra aussi composer avec un éparpillement plus aigu encore des compétences entre les différents niveaux de pouvoir...

Ce fédéralisme chaotique va rendre plus difficile que jamais la prise de décisions stratégiques. Un accord, au plat pays, requiert l'entente entre deux Communautés que tout oppose. Mais aussi, depuis la création du Royaume, une paix des braves entre gauche et/ou droite et/ou centre, les gouvernements étant

par définition, dans un système électoral proportionnel, une coalition de partis. Dans la nouvelle Belgique, il faudra désormais, aussi, mettre d'accord Régions et Communautés. Le fédéral ne peut rien imposer aux Régions, qui ne peuvent pas non plus lui dicter leur volonté, il n'y a pas, chez nous, de hiérarchie des normes. Bref, il faut s'entendre, sous peine de blocage, d'immobilisme, de crise...

Ces dernières années, le compromis à la belge a cessé d'être ce chef d'œuvre politique que l'on admire à l'étranger, pour devenir synonyme du plus petit dénominateur commun, entre partis, entre Communautés, entre niveaux de pouvoir. Il est pourtant plus nécessaire que jamais à la survie du pays. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

### VIEILLISSEMENT

# 31,2 %

En 2060, le poids de l'ensemble des dépenses sociales dans le produit intérieur brut passera à 31,2 % (contre 25,8 % en 2012). Le coût budgétaire du vieillissement sera de 5,4 % du PIB.

### RÉFORME DE L'ÉTAT

# 65 milliards

C'est le budget que gèreront, à l'avenir, les entités fédérées, contre 45 milliards actuellement. La sixième réforme de l'Etat transfère en effet 20 milliards de compétences et 12 milliards d'autonomie fiscale aux entités fédérées. D'un coup, elles deviennent plus puissantes que l'Etat fédéral.

20114200

"Le(s) présent(s) article(s) est (sont) reproduit(s) avec l'autorisation de l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse [info@copiepresse.be](mailto:info@copiepresse.be) "